

SOMMAIRE

L'EDITO

Jean-Jacques Urvoas

LE BLOC-NOTE

Jean-Christophe Cambadélis

DANS LA PRESSE

Pierre Moscovici : «Sarkozy ment aux Français»

BRÈVES

L'EDITO de Jean-Jacques Urvoas

Faisons simple. L'année qui vient est peut-être la dernière station avant le terminus. Après tout, les partis politiques sont mortels. Ainsi bien que quelques nostalgiques conservent pieusement l'étiquette du parti radical, son contenu n'est plus que poussière, l'humus du PCF disparaît et le gaullisme est en voie d'extinction totale. Il n'est donc nulle part écrit que le PS soit à l'abri du déclin.

C'est dire l'importance du processus de rénovation qui s'amorce. Paradoxalement d'ailleurs son ampleur est au moins aussi forte que le scepticisme des militants qui en découvrent au hasard d'articles dans la presse les premiers éléments de calendrier. Les uns, blasés, haussent des épaules en moquant le très classique principe des « forums du changement », les autres, incrédules, soupirent en dénonçant le trop court laps de temps disponible d'ici les élections locales, les derniers, déboussolés par l'évolution de la société, sont tentés de se replier dans la nostalgie.

Et pourtant, c'est maintenant notre responsabilité. Cette refondation repose sur nous. Elle n'est pas facile mais elle est indispensable. Il n'y a pas de raccourci historique pour refonder la gauche française.

Personne ne sous-estime, ô combien, l'effort à accomplir pour réussir la mutation espérée. Il est déjà si difficile de construire au quotidien une organisation comme la notre que très rapidement, le souci légitime de sa défense peut se marier au respect conservateur de ses règles les moins justifiables. Transformer un parti, c'est affronter la part d'inconnu qui l'entoure, voir de nouveaux visages, entendre de nouveaux discours, connaître de nouveaux talents, explorer de nouvelles idées... Pas facile pour tous.

Alors il faut afficher l'objectif : le but n'est pas de rafraîchir une structure ou un programme mais de réactiver la pensée et les moyens de sa mise en œuvre. Tout ne va pas être inventé à partir de rien. C'est en réfléchissant au passé, en le passant au tamis de l'expérience et de la critique que l'on pense le mieux l'avenir. Avec « notre manifeste pour un socialisme nouveau », nous essayons de montrer le chemin. L'essentiel n'est pas l'affirmation de certitudes mais dans la mise en mouvement d'une démarche fondée sur le compromis, sur la confrontation, sur la recherche de nouvelles solutions.

BLOC-NOTES

de Jean-Christophe Cambadélis ::

Les nuages s'amoncellent

Et des trombes d'eau s'abattent sur l'UMP... Il n'y aurait strictement rien entre Nicolas Sarkozy et François Fillon. Ce n'est pas faux ! Il n'y a rien. Il décide, l'autre exécute.

Sauf que l'autre s'interroge sur les données du contrat. C'est un classique dans la rupture ! La gauche a connu cela chaque fois qu'elle a préconisée la rupture, tout à coup le débat se précipite sous les conditions économiques. La pause ou l'approfondissement. Souvenons nous de François Mitterrand rêvant la rupture pendant que le franc filait, ce fut ensuite la rigueur. Aujourd'hui c'est la pause de droite ou l'approfondissement libéral. La confiance de Fillon est un aveu : « il n'y a pas de problème ». Pour des raisons institutionnelles « il est le Président », pour des raisons structurelles « l'amitié est sans faille » et d'ajouter « parce que nous voulons mettre en ouvre toutes les propositions du Président ». Et voilà c'est dans les détails que se loge le diable. Fillon veut être le garant de « toutes les propositions » et Nicolas Sarkozy veut réussir. L'un veut profiter de la crise de l'opposition politique et sociale, l'autre ne veut pas donner à cette dernière les conditions d'une recomposition. Pas de précipitation donc alors que la conjoncture économique est défavorable, les marges de manœuvre réduites, Bruxelles prête à exercer sa pression et l'Allemagne s'agace.

Vieux débat entre la pause et l'accélération sous le regard impavide d'une majorité qui ne sait que dire. Et le plus drôle est que l'ancien Premier ministre Dominique de Villepin reprend à son compte la demande de rupture : « Si on veut 3% de croissance, il faut changer de politique ». Sympa ! Mais au-delà du coup de pied de l'âne, Nicolas Sarkozy va devoir indiquer en deux interventions son choix. Son tempérament et l'idée qu'il se fait de son quinquennat le poussent à l'affrontement. Mais dans le même temps, conjuguer la réprobation de l'Europe et la contestation des salariés, cela fait beaucoup. Nicolas Sarkozy est au pied du mur de la rupture. Cela le contrarie à tel point qu'il s'en prend à Jean-Claude Juncker, ce qui n'est pas très adroit vu sa popularité dans l'Union. Cela n'est pas non plus très juste quand on sait que ce dernier sauva la mise du Président français en juillet en lui délivrant le brevet de « grand Européen ».

Mais d'autres nuages s'annoncent. Dominique de

Villepin a décidé de jouer les « Montecristo ». Dans un document, l'ancien Premier ministre retourne la charge de la preuve : l'affaire « Clearstream » ce n'est pas lui qui l'a montée pour abattre Nicolas Sarkozy. Mais c'est Sarkozy qui l'a fait prospérer pour évincer un rival.

Et le clan Sarkozy est tout à coup sur la défensive. La meilleure défense étant l'attaque. immigration. fonctionnaires. régimes spéciaux., Nicolas Sarkozy passe à l'offensive dans les mots ou dans les faits. A voir ! A défaut de rompre, il va devoir trancher.

ADN : La hantise du métissage

L'amendement parlementaire « ADN » dans le texte « immigration » du gouvernement est un signifiant / signifié qui peut se résumer ainsi : le désarroi devant « la pression migratoire et la hantise du métissage ».

Car enfin, si nous comprenons les ressorts de ce texte. il s'agit de terroriser ici les candidats à la migration sauvage pour tenter de faire barrage là-bas.

Et en ce domaine on ne recule devant rien. On va même jusqu'à convoquer des préfets pour « mollenesse dans la reconduite ». La culture du résultat pour une politique de l'affichage qui ne règle ni le problème des flux migratoires, ni les tensions qui existent dans les quartiers. On intime l'ordre, via les préfets, aux maires de cesser toute activité de solidarité aux « sans papiers ». Tout en leur retirant les moyens de financer un « remaillage civique des quartiers ».

Alors mettons les pieds dans le plat. La France n'a pas un problème principalement avec les immigrés clandestins, par contre elle est tenaillée par un vrai démon : l'implosion de son modèle d'intégration.

Le gouvernement ne règle pas avec ses mesures, le problème de la clandestinité - sans être cruel, on pourrait souligner que si le gouvernement prend de nouvelles dispositions c'est que le précédent ministre de l'Intérieur a échoué- En multipliant les réglementations répressives, coercitives et abrasives, il fait mine de rassurer mais passe à côté du vrai sujet. Il faut vraiment méconnaître la faim africaine, le délabrement social, la pauvreté endémique de ces pays pour croire que les murailles de papier feront barrage.

Mettons une deuxième fois les pieds dans le plat. Seule une politique européenne de développement peut sédentariser ces populations. Mais si les pays de la Méditerranée peuvent l'envisager, ceux du nord de l'Europe ne veulent même pas en entendre parler. Le problème est là. Tant que l'Europe n'aura pas le même intérêt pour l'immigration qu'elle a pour l'euro ou la PAC, les moyens manqueront à une vraie politique efficace. Plutôt que tenter la diversion contre Jean-Claude Trichet pour masquer son imprévoyance économique, le Président de la République devrait poser le problème de la responsabilité collective Européenne vis-à-vis de sa frontière au sud.

Ce texte sur l'immigration met donc à côté de la plaque même si l'apprentissage du français est une évidence. Il ne règle pas le problème de l'immigration clandestine, mais évite de poser LE problème français qui est la lente implosion de son modèle d'intégration. Le débat n'est donc pas de suivre la droite mais de traiter des vrais problèmes.

Il n'y a aucun angélisme là-dedans. Il y a une réalité. La réalité des banlieues ou de mes cités du 19ème arrondissement, c'est une population marginale certes mais très visible qui est tournée vers la défense de l'identité, plus ou moins fantasmée, de leurs parents. La réalité ce sont ces jeunes qui se distinguent des autres de manière provocatrice ou agressive. La réalité c'est le repli identitaire qui s'oppose directement aux idées de mobilité sociale et géographique, et à la possibilité d'échanges généralisés, caractéristiques d'une société démocratique moderne. La réalité ce sont des bandes d'adolescents désœuvrés et peu structurés, n'ayant acquis ni une tradition culturelle héritée ni la culture scolaire, animés par la haine et le ressentiment et qui manifestent un rejet violent des institutions et des « autres ». La réalité ce sont les affrontements violents des bandes en plein Paris. Les adolescents composant ces bandes sont majoritairement des descendants de migrants, qui renforcent volontairement leurs particularités les plus visibles. Leur sous culture négativiste et agressive, marquée par un hédonisme à court terme, s'inspire de la culture dominante et en retourne le sens. Elle se résume au chantage hystérique : « donnez-moi du fric ou je pète un câble et je fais des conneries ! ». Avec une violence qui traduit la frustration des enfants de ces milieux populaires qui n'ont pas les moyens de s'adapter à un monde dont les valeurs consuméristes et individualistes sont celles de la classe moyenne.

Parviendrons-nous un jour prochain à intégrer à la société française ces jeunes ? C'est la question posée à la France et pas le nombre de reconduites à la frontière !

Renan le savait bien : si la nation est un plébiscite de tous les jours, c'est parce que pour être un peuple, il faut avoir envie de faire ensemble de grandes choses, mais aussi se souvenir d'en avoir déjà fait. La responsabilité de la République, c'est de refuser l'enfermement des personnes dans des groupes particuliers, aux dépens de leur liberté de conscience et de leurs relations avec le reste de la société. C'est de faire primer sur la fidélité à une mémoire particulière l'exercice des droits et le respect des devoirs impliqués par la citoyenneté commune. Mais aussi le respect de certaines mœurs civilisées, antérieures mêmes à la proclamation des droits de l'homme, comme c'est le cas chez nous s'agissant de la visibilité publique des femmes et de la galanterie, garante d'une certaine égalité des sexes sur fond de liberté sexuelle. La responsabilité de la République, c'est d'affirmer le primat de l'intérêt général et des principes universalistes de l'Etat de droit par rapport à la défense potentiellement violente des intérêts particuliers immédiats, aggravée par les identifications ethniques. La République n'a pas à être l'entremetteuse des identités ou le souteneur des particularismes, mais le parangon de l'ouverture à l'autre et de la rencontre de l'autre, par la pratique de la citoyenneté.

Elle doit repolitiser la démocratie pour donner à chacun les moyens matériels, juridiques et culturels de participer à la vie commune.

Bref, on attendait un vrai débat sur un sujet « brûlant », quelques mois après les émeutes en banlieues. On attendait une prise de conscience nationale du mal républicain, et l'effort économique et social de la nation pour que l'égratignure ne se transforme pas en gangrène.

Nous n'avons qu'un leurre impuissant : « Dormez braves gens, on va terroriser les migrants ». Sont angéliques ceux qui croient à ces sornettes. Sont réalistes ceux qui veulent mobiliser l'Europe pour une vraie politique pour le Sud et s'attaquer réellement au remaillage « civique » de nos banlieues et nos quartiers.

DANS LA PRESSE :: " Sarkozy ment aux Français "

Dans un entretien au *Journal du dimanche* du 16 septembre, Pierre Moscovici critique la politique européenne et économique de Nicolas Sarkozy.

"Je veux 3% de croissance", proclame Sarkozy. Comment peut-il, doit-il s'y prendre ?

Nicolas Sarkozy prend ses désirs pour des réalités et il ment aux Français. Depuis qu'il est Président, il est allé complètement à l'inverse de cet objectif. Il a commencé par une erreur de diagnostic en pensant que la consommation devait être privilégiée alors que ce sont les insuffisances de notre appareil productif, de notre compétitivité et de nos investissements qui bloquent l'économie française. Il aurait fallu investir massivement dans la connaissance, l'éducation, la recherche, les universités. Il y a eu ensuite une erreur thérapeutique avec une politique au service des clientèles les plus aisées, celles qui ont le moins tendance à consommer ce qu'on leur attribue. Il a dépensé 15 milliards d'euros pendant l'été. Du coup, en même temps qu'il a pris des mesures injustes et inefficaces, il a grillé toutes ses marges de manoeuvre. Et c'est ainsi que l'économie française est plutôt en ralentissement qu'en progression avec une croissance annoncée autour de 1,8 %. Résultat: nos déficits sont en train de se creuser de manière abyssale. Il serait temps de dire aux Français que la dette est l'ennemie de la justice et du progrès.

A-t-il raison de vouloir la baisse des taux d'intérêt ?

La Banque centrale européenne (BCE) est indépendante et son métier c'est de lutter contre l'inflation, pour la stabilité des prix. Nicolas Sarkozy a raison de souhaiter un meilleur dialogue entre les gouvernements européens et la BCE mais on ne peut pas procéder comme il le fait par injonctions nationales. Sa posture a des limites. D'une part elle n'est suivie par aucun de ses partenaires. D'autre part, elle ignore que la BCE n'obéit pas aux ordres mais a besoin d'être convaincue.

Tout de même, pensez-vous comme lui que le niveau de l'euro pénalise la France ?

Je ne suis pas partisan de l'euro fort, je pense que la BCE et les gouvernements devraient mener une politique qui permette d'arriver à un juste cours de l'euro. En revanche, taper sans arrêt sur la BCE et sur l'euro fort, c'est se dédouaner de responsabilités qui sont autres: avec le même euro, la France a 30 milliards de déficit de son commerce extérieur quand l'Allemagne a 170 milliards d'excédents. La différence entre les deux pays, ce n'est pas le niveau de la monnaie. C'est la qualité de l'appareil productif. J'ajoute que la BCE a fait deux gestes utiles en injectant des liquidités pour rassurer les marchés financiers et en renonçant à la hausse des taux d'intérêt qui était théoriquement prévue.

Le Président annonce pour cette semaine des réformes qui seront "applaudies" par les Européens, quelles peuvent-elles être ?

Je ne lis pas dans la boule de cristal. Mais ce que les Européens demandent à la France, c'est l'inverse de la politique qui est menée aujourd'hui, à savoir aller vers la réduction rapide des déficits publics. Puisque Nicolas Sarkozy ne veut pas revenir sur ses cadeaux fiscaux, on peut craindre le pire le 18 septembre: le plan de rigueur annoncé par Mme Lagarde ou des réformes structurelles libérales sur le marché du travail. Les Européens souriraient peut-être mais les Français, eux, feraient la grimace !

En mettant sur le même plan petits et grands pays européens, a-t-il raison ?

Je l'approuve car j'avais condamné l'arrogance de Jacques Chirac qui avait abîmé notre image auprès des pays d'Europe centrale. En revanche, il vaudrait mieux que la pratique ne vienne pas contredire le discours. Pour lui, il y a des pays un peu plus égaux que les autres et il y a un pays encore plus égal que les grands, c'est la France, et c'est le discours d'un cavalier seul. Quand Nicolas Sarkozy dit "Européens réveillez-vous, réveillez-vous", on a envie de lui dire: "Arrêtez de rêver éveillé !"

BRÈVES ::

Michel Destot, président !

... de l'Association des Maires de Grandes Villes de France (AMGVF), depuis le 13 septembre dernier. Maire de Grenoble depuis 1995, Michel Destot succède à la tête de l'AMGVF à Jean-Marie Bockel, maire de Mulhouse, en raison de son entrée dans le gouvernement Fillon-Sarkozy.

Strauss-Kahn veut un FMI plus favorable aux pays émergents

DSK tente de convaincre les 184 membres de l'institution de soutenir sa candidature. Pour les économies émergentes, il propose une réforme du système d'adoption des décisions.

Au FMI, l'influence de chaque pays membre dépend des fonds qu'il apporte. «Je pense que la dynamique de la prise de décision doit être changée pour augmenter de manière décisive l'apport des économies émergentes et en développement», a-t-il affirmé récemment dans le *Wall Street Journal*.



L'aspirant directeur général cherche à séduire les pays émergents dont beaucoup se méfient de l'institution fondée en 1944. Dominique Strauss-Kahn a confessé: «pour de nombreuses personnes, le FMI est le diable et il y a des raisons pour cela». Il s'est engagé à ce que le FMI serve «les intérêts des peuples» au lieu de se limiter au rôle de «gendarme».

Le suspense sur cette nomination devrait être levé dans le courant du mois. Dominique Strauss-Kahn et son rival, l'ancien gouverneur de la banque centrale tchèque Josef Tosovsky, seront reçus au siège du FMI à Washington le 20 septembre. Le Français part favori.

Chaque semaine, de nouveaux abonnés,

faites connaître autour de vous, rejoignez-nous. Pour écrire dans *La Lettre*, contactez-nous :

Par mail : lettre@socialisme-et-democratie.net

Par téléphone : 01 53 63 40 03 (Damien) 01 40 63 68 57 (Karine)

Par courrier : Socialisme & Démocratie - 7, rue de la Planche 75007 Paris

CETTE LETTRE EST AUSSI LA VÔTRE, LISEZ-LA, DIFFUSEZ-LA, PARLEZ-EN, CONTRIBUEZ-Y

Nom		prénom
Adresse		
Téléphone		mail
Abonnement	15 euro	soutien 30 euro